

# cerises

## la coopérative

### Humeur de Cerises

Si les anthropologues accordent à l'espèce humaine une capacité d'apprentissage social, c'est aux cachalots que des biologistes accordent cette capacité. Ils se défendraient ainsi contre les prédations humaines. Les baleiniers n'ont qu'à bien se tenir...

Le Maroc subit sans doute la situation la plus autoritaire de ces dernières décennies. L'historien marocain Maati Monjib, condamné en janvier à un an de prison pour « atteinte à la sécurité de l'État » et « escroquerie » a été remis en liberté provisoire le 23 mars, après près de trois mois de détention. Un éclat de lumière qui nous rappelle les ouvriers, intellectuels et journalistes toujours emprisonnés...

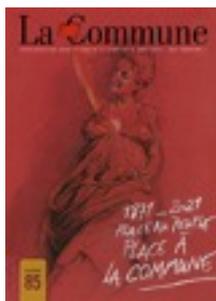
France Stratégie publie une étude géographique de la crise de l'emploi en 2020. Si les territoires bretons ont mieux amorti la crise, pour certains (Mende, Guéret, Verdun, Laon, Moulins), pouvait-on attendre encore pire ?

### Agenda militant

**29 mai à Paris**

[Vive la Commune](#)

[A partir de 10h à République](#)



## Le levain démocratique de la jeunesse asiatique

Et pourtant les dirigeants chinois le savaient. En 1989, pendant près de 20 jours, la jeunesse estudiantine saisie d'une fièvre démocratique avait défié la bureaucratie. Isolée des autres couches sociales du pays notamment du salariat et de la paysannerie, son massacre avait conclu cette parenthèse démocratique. Cependant, le choc fut si rude pour les bureaucrates chinois qu'ils s'étaient divisés sur la façon de régler le problème « jeune ».

Trente ans plus tard, en 2014, entre tournesols taiwanais et parapluies hongkongais, la jeunesse asiatique défie de nouveau la Chine et occupent l'espace public pendant plusieurs semaines. À Hong Kong, avec le mouvement des parapluies et à Taiwan où la jeunesse se mobilise contre un traité de libre-échange entre Taiwan et la Chine. Le parlement est occupé par des étudiant-es pendant deux semaines. L'accord sera suspendu. On relève déjà dans ces mouvements certaines constantes : une participation majoritaire de jeunes de moins de trente ans ; le rôle clé des réseaux sociaux dans la mobilisation ainsi que l'occupation non-violente de l'espace public qui met en avant la désobéissance civile. Même si l'affrontement avec la police est assumé lorsque l'État agresse le mouvement social comme lors des mobilisations à Hong Kong en 2019 contre le projet de la loi sur l'extradition. Ce dernier mouvement vient de connaître une sévère défaite, mais pour l'essentiel, même si certain.e.s de ses cadres ont été arrêté-es, il conserve ses potentialités, un rebond est possible.

De nouveau aux avant-postes de la résistance démocratique, on retrouve la jeunesse dans la résistance au Myanmar contre la junte militaire. Là aussi, les réseaux sociaux organisent la désobéissance civile, les référents culturels unifient (trois doigts levés, en référence à la série américaine Hunger Games, sont devenus le signe de ralliement contre la junte), l'auto-organisation est un principe d'action (à Hong Kong ce sont des cliniques clandestines qui avaient été installées en 2019 pour soigner les manifestant-es blessé-es, et qui offraient même des soins par acupuncture).

L'arc des mobilisations de la jeunesse asiatique s'étend par exemple à l'Inde (en février dernier, l'inflexible gouvernement Modi a dû relâcher, sous la pression, la militante pour le climat Disha Ravi, 22 ans, qui avait exprimé son soutien aux paysan-nes sur les réseaux sociaux).

Le levain démocratique de la jeunesse asiatique nous réserve de nombreuses surprises. ●

**Patrick  
Le Tréhondat**



## Le 43<sup>ème</sup> Festival International de films de femmes de Créteil avril 2021



Ce festival est unique dans son genre ! Il présente des films de femmes réalisatrices du monde entier y compris et peut être surtout de pays où les femmes sont peu reconnues et encore moins comme réalisatrices. « Contre les discriminations de race, de sexe, de couleur ou de classe sociale », J. Bruet et son équipe font toute l'année un formidable travail de prospection dans le monde entier.

Cette année le festival s'intitulait « Un nouveau chemin de faire » tout un programme ! Les 40 films en compétition avaient pour thème : « héritages et transmission ».

Sans pouvoir détailler ici l'ensemble des fictions, court métrages et documentaires présentés, soulignons la présence de réalisatrices de Bosnie, Haïti, Hongrie, Roumanie, Algérie, Iran, Groenland ou du Kazakhstan, américaines et européennes. Les invités d'honneur étaient Aïssa Maïga et Marie de Medeiros. L'une est française née à Dakar et dénonce, dans « Regard noir », après « Noire n'est pas mon métier » les représentations stéréotypées des femmes noires à l'écran. L'autre est née à Lisbonne et présente le film « Nos enfants » qui se déroule au Brésil et a pour thème les difficultés de reconnaissance sociale de l'homoparentalité.

Beaucoup de ces films évoquent des femmes fortes, des résistances, des quêtes d'identité et la nécessaire émancipation par rapport à des familles traditionnelles et enfermantes. Ces films sont empreints de sensibilité, d'émotion et d'humour.

● BÉNÉDICTE GOUSSAULT

## L'Inde en péril

Après le plus grand mouvement social qu'aït connu le pays depuis l'indépendance, l'Inde fait face à l'explosion incontrôlée de la pandémie de Covid 19.

Depuis l'automne 2020, se sont développées des manifestations d'agriculteurs contre les lois réformant le système agricole indien mis en place depuis la « révolution verte » par Nehru dans les années 50. Celle-ci garantissait jusqu'à un certain point le revenu des agriculteurs, même si elle ne résolvait pas le problème des paysans les plus pauvres et sans-terre, et si son modèle productiviste posait de plus en plus des problèmes graves d'environnement. Les réformes néo-libérales en œuvre depuis des années avaient érodé ce modèle, et les mesures prises par le gouvernement d'extrême droite de Narendra Modi le démantèle totalement. L'objectif affiché est de permettre à l'agrobusiness de prendre le contrôle d'un grand nombre de terres et de faire disparaître toute garantie de prix, objectif soutenu par les géants de la distribution comme l'américain Walmart ou le français Carrefour.

La résistance a commencé avec les paysans propriétaires petits et moyens du Punjab, puis a gagné les principaux états du Nord, et au-delà. Devenant, comme le souligne Vinod Mubayi « le plus important et le plus long mouvement non-violent de protestation de l'histoire »<sup>1</sup> malgré une répression de plus en plus brutale, ralliant d'autres catégories sociales, d'abord les paysans sans-terre, avec notamment la mobilisation du mouvement Ektaparishad, puis dans les villes, notamment les jeunes urbains mobilisés dans le mouvement climat, et le mouvement étudiant, mobilisé après l'interpellation de la militante écologiste Disha Ravi en février. Les femmes se sont aussi levées par centaines de milliers contre un pouvoir machiste dans un pays où les féminicides constituent un problème majeur. En mars, au bout de quelques mois, Benjamin Joyeux pouvait constater : « Modi est en passe de réussir la convergence contre lui »<sup>2</sup>.

Loin de reculer, Modi a accentué la répression, par exemple en ayant recours à l'ancienne loi britannique contre la « sédition » et comme des élections législatives ont été prévues dans cinq états concernant 220 millions d'habitants – dont trois échappant à son parti BJP, il a entamé une agressive campagne électorale, et exacerbé l'idéologie raciste de l'hindutva avec rassemblement de masse aussi bien électoraux que religieux. Ce qui n'a pas été sans influence sur l'explosion de la pandémie de la Covid 19, accentuée par l'apparition du variant B.1.617, très contagieux, aboutissant à l'effondrement d'un système sanitaire préalablement affaibli par les politiques néolibérales.

La combinaison de l'autoritarisme accru du pouvoir d'extrême droite et du désastre sanitaire rendent la situation de l'Inde extrêmement préoccupante, pour ses habitants et pour le monde.

● BERNARD DREANO

1. Vinod Mubayi: International South Asia Forum n°228, avril 2021 <http://www.insafbulletin.net>  
2. Benjamin Joyeux, 17 mars 2021 : <https://blogs.letemps.ch/benjamin-joyeux/2021/03/17/modi-en-passe-de-reussir-la-convergence-contre-lui/>

## Pandémie et arrêts de travail

Pendant la pandémie, la sécurité sociale permet aux salariés, positifs au COVID ou cas contact de demander directement un arrêt de travail à la CPAM en se déclarant sur le site Ameli sans passer par leur médecin traitant. En demandant via cette plate-forme un arrêt de travail en ligne, ils ne seront pas soumis aux trois jours de carence. Pratique, facile ? Oui mais... Il faut avoir la possibilité et la capacité d'accéder au site Ameli (8 % de la population en 2019 ne pouvait pas se connecter).

L'arrêt maladie est un acte médical thérapeutique et les indemnités journalières auxquelles il donne droit permettent au patient de se reposer, de ne pas aggraver son état de santé, voire de guérir plus vite. Ici c'est l'organisme gestionnaire qui pratique cet acte thérapeutique et se substitue au médecin. On rappelle que la déontologie médicale exige que le médecin ait examiné le patient avant de délivrer un arrêt de travail.

Mais si le patient préfère rencontrer son médecin traitant pour évaluer la gravité, être soigné et débiter un suivi de l'infection COVID, l'arrêt de travail prescrit par le médecin sera soumis aux trois jours de carence. Avec le site Ameli la sécurité sociale fait donc clairement le choix de contourner le médecin traitant. Pourquoi ne pas avoir fait disparaître en cas de COVID les 3 jours de carence pour les arrêts prescrits par les médecins généralistes ?

L'argument de l'urgence et de la santé publique est recevable mais incomplet. L'exigence d'efficacité en santé publique aurait nécessité par exemple, que les tests PCR soient possibles le week-end. Or l'organisation a été confiée à des acteurs privés (les laboratoires d'analyses, ou les pharmacies) qui ne travaillent pas les week-ends.

Les économies pour la sécurité sociale ? Les arrêts de travail, une des qualités d'efficacité du système de santé français sont une dépense importante de l'assurance maladie. Ils sont prescrits essentiellement par les médecins généralistes et très peu par les médecins hospitaliers.

La pression sur les salariés et les médecins pour réduire la durée de l'arrêt est de plus en plus forte au fil des années. A cette fin, ce sont des méthodes du « soft power » qui sont utilisées : un discours ambiant culpabilisant pour les salariés et les médecins, relayé par les employeurs et parfois par la CPAM, les retards de paiements des indemnités journalières, qui peuvent parfois dépasser le mois et faire renoncer les patients à leur droits, la déclaration en ligne des arrêts de travail par les médecins qui tend vers une standardisation de la prescription, parfois irréaliste et qui ne tient jamais compte des données personnelles de chaque patient.

Mais derrière ces objectifs comptables, on peut s'inquiéter de la transformation progressive de l'assurance maladie. Ainsi la déclaration des arrêts de travail sur des plateformes web permet l'augmentation du recueil d'informations sur les patients. Or ces données terminent dans le « health data hub »<sup>1</sup> français créé en 2019 et permet sous conditions, des accès à des données de la sécurité sociale à des opérateurs privés.

La volonté occulte de ne pas augmenter le nombre de médecins, médecins qui ont le pouvoir de décider qui doit s'arrêter ou pas. Dans certains cas, les arrêts de travail peuvent être prescrits transitoirement pour protéger un salarié de conditions de travail qui aggravent son état de santé. Il ne faut pas oublier que dans certains pays européens les arrêts de travail pour cause de maladie ne sont pas donnés par le médecin mais résultent d'une négociation ponctuelle entre l'employeur et le salarié isolé (Pays Bas).

Dans le cas des arrêts maladies pour COVID, le filtre du médecin a disparu. Un précédent fâcheux est créé.

La philosophie de la sécurité sociale tend à devenir celle d'une assurance privée. Il ne s'agit plus de garantir à chacun « qu'en toutes circonstances il disposera des moyens nécessaires pour assurer sa subsistance et celle de sa famille dans des conditions décentes » mais d'abord de faire des économies, éventuellement au détriment de la santé de certains patients

● SYLVIE FAYE-PASTOR

1. <https://www.cnil.fr/fr/la-plateforme-des-donnees-de-sante-health-data-hub>



<http://www.photothèque.org/>

# Social-démocratie, fin de parti(e) ?



Entre piètres résultats électoraux et affaiblissement de sa « pensée », la social-démocratie semble aujourd'hui dans une impasse. Depuis 1981 en France, chaque arrivée d'un gouvernement social-démocrate s'est soldée par un échec et un retour au pouvoir de forces de plus en plus réactionnaires, et une avancée des idées les plus extrémistes. On observe la même tendance en Europe.

Ne pas franchir le rubicond se paye cash.

Pour prendre les bonnes bifurcations, il faut être lucide sur les expériences passées. *Cerises* tente de faire le point en sollicitant comme à son habitude, des points de vue divers.

# Impasse économique, sociale, politique et culturelle ?

En France comme dans bien d'autres pays, la social-démocratie semble aujourd'hui dans une impasse, entre piètres résultats électoraux et affaiblissement de sa « pensée ». Nous vous proposons de nous interroger sur ce que l'on peut désormais attendre de la social-démocratie. Son glissement vers le social-libéralisme ne renforce-t-il pas aussi les exigences démocratiques ?

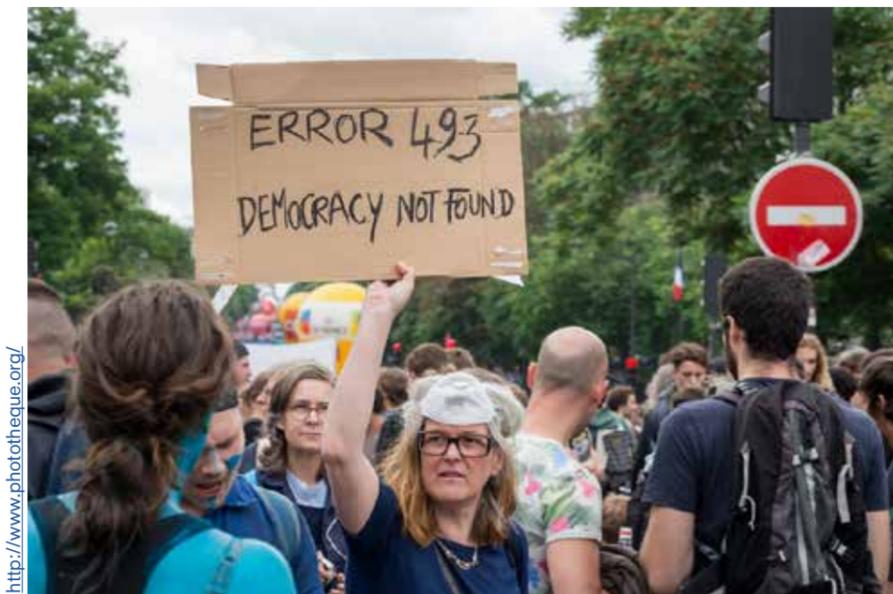
Historiquement c'est la période où la reproduction du capital était liée au travail, particulièrement industriel, période où « le compromis fordien » permettait de déboucher sur de la consommation, de la santé nécessaire, de la prolongation de la scolarité. Il donnait son sens à la Social-démocratie. Pendant plus de 30 ans, les partis sociaux-démocrates ont eu le vent en poupe notamment en Europe du Nord où ils parvenaient à concilier des concessions sociales et des processus de concentrations capitalistes. L'évolution des connaissances, le renouvellement accéléré du matériel,

le besoin d'une main d'œuvre de plus en plus qualifiée et au niveau culturel plus élevé ont des conséquences sur la reproduction du capital que Marx désigne sous le vocable de « baisse tendancielle du taux de profit ». A cela s'ajoute un besoin croissant de recourir à l'esprit d'initiative de la part des salariés aiguillant les contradictions du capitalisme. De nouvelles aspirations à maîtriser son sort, à faire société sur de nouvelles bases se développent. Cela implique la disparition du compromis social de type fordien et appelle à redéfinir la société. Dès le début des années 60 les forces du capital entament une réorganisation politique et économique. Dès lors, l'espace économique, social et culturel qui correspondait à la social-démocratie tend à disparaître. Au milieu des années 80 un manifeste signé notamment par Hollande, Blair et Schroeder annonçait le passage au « social-libéralisme » (sic). De ce point de vue, elle a bénéficié de l'étatisme, d'une vision du mouvement populaire subordonnée aux organisa-

tions qui voulaient le représenter, du productivisme et de la cécité à l'égard de ce qui se transformait dans les aspirations populaires. Ainsi de manière dominante, toute approche politique de la transformation de la société passait par « l'Union des forces de gauche » institutionnelles occultant les nouveaux enjeux et impératifs politiques. Durant des décennies on a pu reprocher à la social-démocratie au pouvoir ce qu'elle ne faisait pas. Le quinquennat d'Hollande a été celui où on a pu lui reprocher ce qu'elle faisait. Depuis, le secrétaire du PS (Olivier Faure) a déclaré qu'il fallait « savoir rompre avec l'héritage de Mitterrand ». Hidalgo après avoir versé dans « l'anti-islamo-gauchisme » a déclaré que « désormais la politique devait se faire au centre ». Si l'on se souvient que Macron a été ministre de Hollande, plusieurs facteurs semblent indiquer que la frontière qui faisait que « la gauche » et la droite ce n'était pas la même chose a déjà disparu. La financiarisation de toutes les activités, la mondialisation et l'émergence de l'immatériel ont asséché les bases économiques, culturelles et politiques de la social-démocratie. La question écologique et la question de l'eau lui ont largement échappé. La multiculturalité des peuples l'a engoncé dans des positions contradictoires ou dans des imprécations « laïcardes » alors même qu'elle a peu à peu affaibli ses liens au féminisme et aux milieux culturels et aux savoir-faire populaires.

En fait, les questions posées par l'évolution des forces productives ne se limitent pas à la seule répartition des richesses. Se posent aussi les questions de l'organisation économique, sociale, politique et culturelle du monde en termes de rupture avec celui dont nous sommes issus.

● L'ÉQUIPE DE RÉDACTION



## Plus de grain à moudre



Alain Lacombe

L'impasse dans laquelle se trouve la social-démocratie ne me semble pas seulement liée à un affaiblissement de sa pensée, mais aussi à sa sous-estimation du processus de concentration du capitalisme mondialisé.

La social-démocratie a beaucoup utilisé Keynes pour justifier ses politiques de compromis social. Or Keynes n'a jamais remis en cause le capitalisme, il a conceptualisé un mode de régulation de l'économie par l'investissement public et un peu de redistribution. En cela il s'opposait aux monétaristes qui préconisaient une régulation par la « maîtrise » de la monnaie.

Au fil de l'évolution du capitalisme, il semble que le monétarisme l'ait emporté. D'une part, les politiques monétaires ont permis de maîtriser l'inflation (c'était déjà l'obsession de Bérégovoy) mais ont généré le gonflement des bulles financières

avec comme conséquence l'explosion de la richesse financière de plus en plus déconnectée de la richesse réelle (+39% pour la bourse pendant la crise sanitaire marquée par une forte baisse de l'activité).

D'autre part, on constate une baisse constante de l'investissement public, notamment de celui des collectivités territoriales (près de 70% de l'investissement public) dont les ressources sont rognées par les politiques austéritaires.

Dans le même temps, la concentration économique se mondialise (l'après De Gaulle). La puissance des groupes financiers et les traités internationaux réduisent considérablement les possibilités d'intervention des états qui, naguère interventionnistes, se transforment en pompiers du capitalisme chargés d'éteindre le feu de ses crises devenant systémiques.

L'action des états vise surtout à prendre en charge leurs conséquences sociales et environnementales, le capital dévalorisé, et à distribuer des aides financières sans contrepartie. L'état a aussi tendance à financer les gros investissements en en cédant l'exploitation, au privé. C'est l'exemple de la SNCF qui garde la charge des infrastructures et les dettes, en ouvrant l'exploitation des lignes à la concurrence. C'est le principe des PPP (partenariats public/privé) : l'état et les collectivités territoriales financent les investissements et en laisse l'exploitation, la partie rentable, au capi-

tal privé. L'argent des contribuables permet de valoriser le capital privé et donc de limiter la baisse tendancielle du taux de profit évoquée par Marx.

### Ainsi la fuite en avant du capitalisme s'accélère... jusqu'où ?

Obligé de jouer les pompiers et de contribuer à la valorisation du capital privé pour éviter le pire, les états et les collectivités territoriales n'ont plus les moyens de répondre aux besoins sociaux, aux urgences climatiques etc.

Et il ne faut pas compter sur l'avènement d'un capitalisme éthique. En témoigne la mésaventure d'Emmanuel Faber, PDG de Danone, licencié parce qu'il prétendait faire de Danone une entreprise socialement responsable. C'était juste de l'affichage mais pour Bluebell Capital le seul fait d'en évoquer l'idée est insupportable, cela pourrait remettre en cause la fameuse confiance, ingrédient essentiel de la mécanique spéculative : l'actionnaire ne peut lâcher la moindre miette de profit, et pour les gestionnaires de fonds, juste d'en parler pourrait le faire fuir vers la concurrence.

On voit bien qu'au stade actuel de l'évolution du système, il y a de moins en moins de grain à moudre pour la social-démocratie, pas davantage pour le social-libéralisme, pour le compromis social...

Pour Marx : « le capitalisme contient en lui-même les germes de sa propre destruction ». Et aussi celle de la sociale démocratie semble-t-il... ●



<http://www.photoftheque.org/>



<http://www.photoftheque.org/>

## La social-démocratie, c'est LA Gauche ?



Pierre Zarka

Sur quelles réalités cette image s'est-elle construite ? Du XIX<sup>ème</sup> siècle à la fin du XX<sup>ème</sup>, la reproduction du capital était liée au travail - particulièrement industriel. Ce dernier impliquait un élargissement de l'accès à la santé pour pouvoir bosser, à l'École pour lire les consignes mais aussi - c'était revendiqué comme tel afin de normer les représentations mentales. Ce « compromis » entre le capital et le travail a permis des acquis réels et a dessiné l'espace politique de la social-démocratie.

Cela a nourri le sentiment que le capitalisme était aménageable. On a pu alors reprocher à la Social-Démocratie d'être une gauche qui n'allait pas jusqu'au bout mais c'était « déjà ça » et c'était un moyen de faire l'économie de la Ré-

volution. Ce faisant, elle élargissait les marges politiques du capital : en 1914 elle choisit la guerre et dans l'Allemagne de 1919, Noske, membre de la direction du SPD, réprime dans le sang les spartakistes.

Ainsi l'espace occupé par la social-démocratie était à l'image des marges de manœuvre du capital. D'autant que pour les communistes, l'avenir se résumait à une « répartition équitable des fruits du travail », le socialisme devait découler de l'État et du productivisme, accroissant ainsi le flou des signes distinctifs de chacune des deux forces.

Mais les temps changent et avec eux, les enjeux. La part de l'intellect dans le travail se substitue de plus en plus à la force musculaire. Il faut compter avec des salariés plus qualifiés et plus autonomes avec un plus grand esprit d'initiative et compter aussi avec un renouvellement accéléré du matériel. Cela accroît de manière indépassable les contradictions du capitalisme tant du fait du poids des investissements que de l'exigence de démocratie. Aussi le « compromis » n'est plus de mise et le système fuit le travail au profit de la financiarisation.

**il n'y a plus de place pour du « presque »**

Dès lors, l'espace réformiste occupé par la social-démocratie tend à disparaître. Les stratégies de luttes qui lui étaient liées sont, elles aussi, devenues inopérantes. Il est devenu illusoire de se limiter à défendre les acquis, de réclamer à un État ce que le système ne peut plus concéder au risque de se mettre en cause.

Dès les années 80 un manifeste signé notamment par Hollande, Blair et Schroeder annonçait le passage au « social-libéralisme » (sic). Durant des décennies on a pu reprocher à la social-démocratie ce qu'elle ne faisait pas. Le quinquennat d'Hollande a été celui où on a pu lui reprocher ce qu'elle faisait. Depuis le secrétaire du PS a déclaré qu'il fallait « rompre avec l'héritage de Mitterrand » ; Hidalgo après avoir versé dans l'anti-islamo-gauchisme a déclaré que « désormais la politique devait se faire au centre ». Si l'on rapproche cela du fait que Macron a été ministre de Hollande, tout explique le flou qu'entretient la social-démocratie en cette période pré-présidentielle (on n'en est même plus à des promesses qui ne seraient pas tenues) il est temps de mesurer qu'entre la politique du capital qui ne peut que s'aggraver et les réponses aux besoins de la société, il n'y a plus de place pour du « presque ». ●



## Lutte des classes et réformisme ont un destin lié



Maryse Dumas

Deux promesses sont contenues dans le mot « social-démocratie » : celle de la centralité de la question sociale, celle d'une démocratie vivante. Sont-elles compatibles avec l'acceptation de « l'économie de marché », de la « concurrence libre et non faussée » à quoi se sont ralliées la plupart des social-démocraties du monde ? Les faits répondent. Les années 80 ont été marquées par trois processus concomitants : l'effondrement du bloc soviétique, le passage à un capitalisme néo-libéral mondialisé, l'intégration européenne à marche forcée. C'est dans ce contexte, que la

social-démocratie et le parti socialiste français font le choix de reconnaître la primauté du marché, et d'abandonner toute velléité de s'en émanciper. La fin de la lutte des classes, voilà ce qu'ambitionne le PS français des années 1980. Cela lui permet, certes, d'accéder au pouvoir, singulièrement en France, mais pas d'aboutir à un capitalisme « light », comme elle l'imaginait. C'est plutôt le capitalisme qui l'a avalé.

Sur les 40 ans passés depuis la première élection de François Mitterrand à la Présidence de la République, 20 années auront vu le parti socialiste au pouvoir. Il devait « changer la vie ». Elle a effectivement changé, mais pas dans le sens affirmé ! La vie est plus dure pour les catégories populaires et travailleuses, les profits explosent, la richesse se concentre toujours plus. Les services publics, les protections sociales, le code du travail sont soit affaiblis soit démantelés. Au total, si les renoncements sont légion, les avancées sont invisibles. Ni le social, ni la démocratie n'ont tiré leur épingle du jeu. Résultat ? Le néo-libéralisme n'a fait qu'une bouchée de la social-démocratie, laissant la gauche décomposée, exsangue, mettant à mal l'idée même d'émancipation.

Pour autant, les dés sont loin d'être jetés. Une certaine vision de la prise du pouvoir politique est en échec, reste à explorer celle qui allie contestation du pouvoir économique et financier en même temps qu'interventions démocratiques, populaires et de masse à tous les niveaux notamment dans les entreprises et les groupes. C'est là qu'il faut ouvrir de nouvelles perspectives alternatives qui répondent véritablement aux aspirations actuelles, et aux formes d'organisation qu'elles appellent. Il faut viser des prises démocratiques du pouvoir partout, pas seulement au plan politique. La démocratie en actes, impliquant le plus grand nombre, et respectant toutes les diversités de vécus, d'approches, est à la fois l'objectif et le moyen pour mettre à bas le système capitaliste et financier.

Mais si nous parvenons à créer ce processus, soyons sûrs que celui-ci ne restera pas sans réactions et, parmi celles-ci, il y aura la recherche d'un bouclier, d'un moyen terme, d'une coalition de forces susceptibles de désarmer les luttes et de les diviser. Ce dernier s'appellera-t-il réformisme, social-démocratie, ou autrement ? Peu importe, son existence sera le corollaire d'une lutte des classes vivante, fort loin d'une fin de partie ! ●

## Fin de la période sociale-démocrate : une fin porteuse d'espoir ?



Simon Duteil

En 2007, François Hollande pouvait déclarer [...] le syndicat que nous devons combattre, c'est SUD [...]. Si le syndicalisme de l'Union syndicale Solidaires le dérangeait, c'est certainement parce qu'il ne fait pas de concession au « social-libéralisme » et à l'accompagnement (la servitude ?) qu'a cherchée à construire la social-démocratie avec les travailleuses et les travailleurs et leurs syndicats pour entrer dans la cogestion « à l'allemande », qui serait un modèle de non-conflictualité. Quelques années après, le quinquennat Hollande, qui a servi de tremplin à celui de Macron, a montré en s'attaquant frontalement au droit du travail et à nos libertés individuelles et publiques que l'idée de la social-démocratie comme système de gestion politique d'accompagnement du capitalisme n'est plus. Cela brouille certainement les repères d'un grand nombre de salarié.es qui ont connu et parfois cru dans la capacité supposée d'amélioration de la vie quotidienne par des politiques menées par des sociaux-démocrates. Il y a de fait une sorte de vide.

Le syndicalisme de lutte et de transformation sociale, de masse et de classe, doit continuer de réfléchir stratégiquement cette situation. D'une part parce

**le syndicalisme a son mot à dire sur les « grands courants politiques »**

qu'on ne peut pas agir correctement si on se trompe sur les objectifs du pouvoir politique, imbriqué avec le pouvoir économique. D'autre part pour en tirer avantage et proposer un projet qui réponde aux enjeux de la période et qui permette de convaincre les travailleuses et travailleurs de sa nécessité et de son réalisme.

Nous pensons à Solidaires que le syndicalisme doit être capable d'articuler lutte contre l'exploitation, contre les oppressions, contre les discriminations et d'interroger la finalité sociale et écologique du travail. Et nous considérons que notre condition de productrice et de producteur ne s'arrête pas au lieu même de la production. Donc oui, le syndicalisme a son mot à dire sur les « grands courants politiques » et leurs apories.

Nous voulons construire un projet qui ne soit pas que défensif face aux licenciements et fermetures d'entreprises ou de

services publics. La question de la nécessaire reconversion écologique de nos sociétés est centrale. Elle ne peut ni ne doit se faire sans les salarié.es, au risque de reposer un projet dont la démocratie réelle serait absente. L'urgence à agir sur le front écologique rejoint l'urgence à trouver un autre modèle productif que celui du capitalisme. Ainsi la question de la reconversion sociale doit être réfléchie de façon imbriquée avec celle de la reconversion écologique : il ne s'agit pas juste d'avoir de « meilleures normes de productions environnementales » mais de voir comment nous sommes capables de questionner et de remettre en question l'existant. La « reconversion » doit s'accompagner de droits sociaux à définir, de la place des travailleuses et des travailleurs dans les décisions (coopératives, socialisation, autogestion). Dans ce sens, la fin de la période sociale-démocrate peut être porteuse d'espoir. A nous de le traduire concrètement. ●





<http://www.photothèque.org/>

## Social-démocratie et crise systémique



**Jean Gatel**  
ancien ministre de  
L'Économie sociale  
et du développement  
local

l'enseignement et de la santé que s'effectue la protection des catégories sociales les plus pressurées par le mode de production capitaliste. Ainsi naissent à travers l'ensemble des pays développés des politiques qui tentent de fortement corriger les dégâts commis par l'économie de marché, génératrice d'inégalités insupportables tant sur le plan social que culturel.

Il y a bien sûr des différences notables entre pays ayant choisi une voie sociale-démocrate en fonction de l'amplitude donnée aux instruments de la régulation et la plupart des pays occidentaux connaîtront des mouvements d'avancées - reculs liés aux majorités politiques libérales ou sociale-démocrates. Dans les années 1980, la social-démocratie recule partout à travers le monde.

Triomphent les thèses néolibérales prônées par M. Thatcher : « There is no alternative » et par R. Reagan. C'est une victoire idéologique totale des thèses qui replacent le marché comme régulateur suprême et tiennent les politiques publiques comme néfastes à la bonne marche du système. D'où une déferlante idéologique sans précédent qui emporte toute la pensée réformatrice.

L'exemple de la France, qui espère appliquer en 1981 des politiques publiques fortement interventionnistes : planification, nationalisations, nouveaux droits des travailleurs, augmentations sans précédent des minima sociaux et qui doit capituler en 1983 devant les néo-libéraux allemands, sonne le glas de toute capacité de réformes structurelles du système. Toute la construction européenne se fera désormais sur des bases idéologiques dictées par les conservateurs. Les pays du Sud de l'Europe, incapables de s'unir contre cette contre-révolution vont devoir tour à tour abdiquer. La réussite la plus remarquable de ces thèses c'est qu'elles vont peu à peu pénétrer les partis politiques supposés être sociaux-démocrates : l'exemple français est à ce titre là encore démonstratif. Le parti d'Épinay, créé en 1973 sous le projet de « rupture avec le capitalisme » va peu à peu se transformer en parti social-libéral, puis libéral, avec comme principaux acteurs de cette funeste évolution : D. Strauss Khan, M. Valls, P. Moscovici entre autres. Dénationalisations, austerité budgétaire, abandon des services publics, politique de l'offre, libéralisation de tous les marchés, fiscalité favorable aux classes privilégiées : c'est

là tout le dogme néo-libéral, qui, appliqué par la Gauche va détourner les couches populaires des partis de transformation. Le capitalisme de national devenu international, rend la possibilité de régulation bien plus difficile sauf à constituer des politiques publiques de dimension aussi larges que le règne de forces économiques multinationales. Or aucun continent n'en a été capable, surtout pas l'Union Européenne, propagandiste zélé du marché libre et sans concurrence faussée. Nous vivons donc dans un monde voué au dogme de la croissance infinie, génératrice de profits immenses pour quelques privilégiés au détriment d'une exploitation forcée des hommes et de la planète.

Marx parlait déjà de contradictions structurelles du système capitaliste qui

**Politiques libérales ou sociales-démocrates, elles s'inscrivent dans un modèle de développement productiviste condamné à disparaître**



<http://www.photothèque.org/>

en précipiteraient la fin, il les voyait sociales. Le système est arrivé à les enrayer au prix d'un conditionnement culturel et idéologique savamment conçu pour aliéner les travailleurs par un modèle de vie basé sur l'hyperconsommation et le désir de possession d'objets ou de marchandises, parfois totalement inutiles. L'Avoir a remplacé l'Être. Mais ce que Marx ne pouvait prévoir au début de la révolution productiviste c'est que ce modèle de développement se heurterait à une réalité pourtant évidente : on ne peut pas fonctionner à long terme dans une production sans limites dans un monde fini. Pour assurer le niveau de vie moyen d'un américain à tous les habitants de la planète il faudrait 5 planètes Terre or il n'y a pas 5 planètes Terre. Dès lors ce n'est pas le modèle capitaliste qu'il faut changer mais tout le système de développement de la planète. On a trouvé des vaccins pour enrayer la pandémie actuelle, acte 1 de la crise systémique, on ne trouvera pas de vaccins contre le réchauffement climatique, la raréfaction de l'eau, la disparition des espèces, l'émission massive des gaz à effet de serre, l'appauvrissement des

sols, l'élévation du niveau des océans, une pollution étouffante et mortifère. Dès lors peu importe : politiques libérales ou sociales-démocrates, elles s'inscrivent dans un modèle de développement productiviste condamné à disparaître. Et c'est bien là l'erreur historique de la Gauche française : elle est incapable de penser un autre mode de développement que l'actuel, et la pauvreté des analyses rend perplexe comme la lucidité des responsables politiques incapables à changer de logiciel. « La lucidité est la blessure la plus proche du soleil ». Cette phrase de René Char devrait être méditée. Inventer un nouveau modèle sera long et difficile. Nous y sommes pourtant condamnés dans une véritable course contre la montre. J'ai essayé dans mon livre « économie sociale et solidaire : un espoir pour un nouveau modèle de développement » de jeter quelques pistes de réflexions-actions. Il est grand temps que nous allions plus loin, quelles que soient les ricanements, les confort d'une pensée anesthésiée et d'un manque de courage, caractéristique première désormais des responsables politiques. ●



# Notre imaginaire ne rentre pas dans leurs cases



**Corinne Le Fustec**  
conseillère municipale à Plérin

aujourd'hui ne nous permet pas de construire des organisations humaines capables de résoudre le réchauffement climatique, l'effondrement des espèces, les crises migratoires, économiques... La capacité des citoyen·nes à se saisir collectivement de ces questions pour qu'ils et elles puissent débattre, inventer ensemble le monde dans lequel ils et elles veulent vivre est totalement évitée, considérée comme menaçante !

**Comme ailleurs en France, dans ma commune bretonne**, nous faisons ce constat. Les quelques illuminé·es que nous sommes d'horizons divers et qui essayons de dire stop, pensons et agissons alternatifs, assistons au grand théâtre du conseil municipal. Le monde brûle, fond et nos élu·es discutent de procédures, de gestion. Nous disons, nos falaises s'écroulent, ils nous répondent il faut attirer les touristes, être attractifs ! Nous disons préservons nos terres agricoles, ils nous répondent l'avenir ce sont les rocades, et les zones commerciales. La mise en concurrence des territoires est la règle puisqu'il nous faut être attractifs ! Nous demandons comment arrêter la prolifération des algues vertes, résultat du modèle agricole breton, comment faire face à d'autres pandémies et au besoin de nourrir la population, comment trouver une alternative à la voiture tout de suite et pas dans 50 ans etc... Nous ne sommes pas entendu·es. Nous serions déconnecté·es. Nous manquerions de réalisme. Oui. Nous refusons même de continuer à penser le monde dans le cadre qu'ils nous imposent. Nous pensons même que



<http://www.photothèque.org/>

leur cadre ne leur permet plus de faire de la politique ! « L'utopie a changé de camp, il est aujourd'hui utopiste de croire que tout peut continuer comme avant » (Pablo Servigne) mais ils ne le voient pas !

**Mais nous, quel plaisir, quelle jouissance même** ressentons nous à nous saisir collectivement de la chose publique et à découvrir qu'ici et maintenant nous pouvons imaginer un autre avenir, des alternatives et ce dont nous sommes convaincu·es ; c'est que d'autres pourraient, pourront y trouver aussi le même plaisir. Reprendre le pouvoir d'agir ensemble de construire nos communs, pour un monde différent, où l'on sait que relance de la croissance et résolution de

la crise climatique, solidarité ne sont pas conciliables... Nous sommes persuadé·es que toute action qui verra le jour même si elle n'a pas l'ampleur que nous lui voudrions, montre déjà un autre possible, le chemin... Bref, il n'y a pas de petites alternatives !

**A quoi cela tient ?** La démocratie pour exister suppose la prise de la parole, la mise en débat, la réflexion collective et l'imaginaire... le collectif quand il est un espace de délibération est puissant et conduit très vite à une maturité politique... On le voit chaque jour : les gilets jaunes, les collectifs de lutte... on passe vite de premières revendications à des revendications politiques plus élaborées... Or l'institution méprise la réelle participation. Elle l'enferme sous le vocable intelligence collective dans des méthodes participatives, qui se limitent dans le meilleur des cas à du recueil de paroles sur de jolis post-it, qui doivent entrer dans des cases, mais sans jamais permettre la réelle mise en débat, y compris sur les méthodes utilisées..., donc ça ne produit rien sinon de l'illusion de démocratie ! et surtout aucune alternative !

Et pourtant des dynamiques citoyennes existent bel et bien et hors des lieux institués de la République. Quand les gens s'allient, s'associent, débattent et imaginent ensemble, elle est particulièrement vivace ! **S'émanciper, c'est bien se doter d'outils collectivement pour sortir de la main de ... !**

« Faisons nos affaires nous-mêmes et si inhabiles que nous sommes, nous ne les ferons pas plus mal qu'on ne les fit en notre nom ! » Fruneau - militant de l'AIT en 1868. ●



<http://www.photothèque.org/>

**le collectif conduit très vite à une maturité politique**

## Radicalement démocrate et éco-socialiste



Sophie Rigard  
élue à Saint-Denis

Lutte des classes et mobilisations pour la justice climatique convergent vers un même projet éco-socialiste : abandon des énergies fossiles, programmation de l'arrêt des activités les plus destructrices, investissements massifs dans un tissu de petites et moyennes entreprises positionnées dans les secteurs clés de la transition écologique et de la protection-réparation de la nature, programme massif de renforcement et d'extension des services publics et des protections sociales (éducation, santé, retraites, garantie emploi...), programme massif de formation pour la reconversion dans les secteurs de la transition, soutien au développement des modèles coopératifs. Outre la création de nombreux emplois, ces politiques sont des leviers de réduction des inégalités sociales, raciales et environnementales. Ceci nécessite d'assumer la volonté de s'attaquer aux structures actuelles du pouvoir - et donc de la propriété - dans les domaines économique et politique et de transformer radicalement les relations sociales et écologiques de production. Assumer également, en matière de redistribution des richesses, une ambition aussi claire que les coupes dans le budget militaire assumé par le Parti Vert américain, initiateur du Green New Deal.

De la même manière, nous ne pouvons consentir à ce que la question démocratique soit à ce point reléguée dans les marges de notre combat politique. En termes de travail de terrain, de mobilisations citoyennes, d'éducation populaire, mais également, et c'est je crois fondamental, en nous saisissant de la question institutionnelle. Le fait est qu'alors que la gauche social-libérale se vautrait sans sourciller dans la verticalité de

### Assumer la volonté de s'attaquer aux structures actuelles du pouvoir - et donc de la propriété - dans les domaines économique et politique

l'exercice du pouvoir conçu par la V<sup>ème</sup>, une autre gauche exigeait quant à elle du peuple qu'il confie les yeux fermés à un homme les rênes du processus de constituante. Après un an de crise sanitaire, de concentration extrême du pouvoir, de répression de la presse et des mouvements contestataires, d'un Parlement transformé en chambre d'enregistrement, notre démocratie et ses piliers sont plus fragiles que jamais. Nous ne pouvons faire l'impasse sur une réforme profonde de nos institutions, qui ne sont aujourd'hui vouées qu'à la préservation de l'ordre économique et politique, sur un programme d'extension et de protection de nos libertés et droits fondamentaux, sur la remise en cause des monopoles industriels qui détiennent les médias, sur le changement du mode de scrutin présidentiel qui mène à une impasse et cause notre ruine.

Nous ne pouvons prétendre à ce projet si nous continuons d'être à la traîne des mouvements sociaux et de laisser la droite nous imposer les termes du débat politique... Retrouvons l'essence radicale de la social-démocratie et engageons le rapport de force ! ●

## L'écologie populaire et sociale comme alternative à l'impasse de la social-démocratie



Elise Lowy  
militante de PEPS

La social-démocratie au pouvoir en ce 21<sup>ème</sup> siècle a objectivement méprisé les idéaux égalitaires, de liberté et de fraternité en faisant sienne le capitalisme vert et les lois liberticides. Plus fondamentalement, **la social-démocratie s'avère incapable de répondre à deux crises consubstantielles de notre temps : la crise écologique et la crise démocratique.**

**La «social-démocratie verte», en refusant de s'affronter au capitalisme, ne peut répondre à la crise écologique, qui nécessite justement une remise en cause des bases mêmes du capitalisme intrinsèquement productiviste.** Elle prétend faire de l'écologie avec ceux-là même qui sont la cause de la destruction des écosystèmes (capitalisme vert, greenwashing...). Systématiquement, les contradictions apparaissent. En économie capitaliste, la combinaison des facteurs ressources naturelles, moyens de production et force de travail humaine a pour objectif l'augmentation des profits. En ce sens, une firme ne se demande pas a priori comment améliorer le travail ou ménager les équilibres naturels mais comment accroître ses profits. Cependant, arrivé à un certain point, Gorz montre comment, dans la situation d'une pollution telle, une firme peut avoir intérêt, pour simplement continuer à fonctionner, à investir dans la dépollution. Pour compenser l'intégration de cette contrainte écologique, la firme va chercher à augmenter ses prix

de vente pour limiter la baisse du taux de profit. Résultat : la prise en compte des exigences écologiques engendre une hausse des prix plus rapide que celle des salaires. Le coût de la dépollution est alors prélevé sur les ressources des personnes, ce qui augmente la tendance à la crise ou à la récession. « *Que voulons-nous ? Un capitalisme qui s'accommode des contraintes écologiques ou une révolution économique, sociale et culturelle qui abolit les contraintes du capitalisme et, par là même, instaure un nouveau rapport des hommes à la collectivité, à leur environnement et à la nature ?* ».

Là où l'analyse de Marx en terme d'utilisation des ressources naturelles est plus proche de l'idée de « destruction créatrice » de Ilya Prigogine que de celle d'une dégradation de l'univers inéluctable façon Nicholas Georgescu-Roegen, plusieurs auteurs, dont James O'Connor ou Tim Strohane vont tenter de développer cette seconde contradiction du capitalisme et vont souligner, comme André Gorz, le **lien entre baisse du taux de profit et crise écologique**. Tous posent ainsi qu'une écologie critique ne peut exister sans une « *mise en question de la logique destructrice induite par l'accumulation illimitée du capital* », comme l'écrit Michael Löwy.

**La social-démocratie, engoncée dans la technocratie, s'avère tout aussi incapable de répondre aux revendications démocratiques nouvelles, sans lesquelles aucun changement de système n'est possible.** Une volonté politique doit rapprocher les centres de décisions, qui s'éloignent toujours plus, des citoyen.ne.s concerné.e.s. Aucune avancée démocratique

réelle ne peut se faire sans remise en cause de la technocratie, notamment européenne, ce que la social-démocratie refuse systématiquement de faire, tout comme elle méprise les légitimes revendications démocratiques des Gilets jaunes, des ZAD, des quartiers populaires, dans un mépris de classe significatif. C'est pourtant l'idée d'*auto-transformation de la société* (Castoriadis) qui est ici aussi essentielle.

Face à cette incapacité de la social-démocratie à prendre en compte les racines des crises écologique et démocratique, il s'agit de porter **une écologie populaire et sociale assumant la rupture avec le capitalisme et la technocratie**. Ce n'est pas en remplaçant la social-démocratie par sa version verte qu'il sera possible de proposer un modèle de société écologique et sociale, anti-productiviste donc anticapitaliste. Croire en cette chimère conduit à reproduire les erreurs passées et prépare de nouvelles déceptions. Or, nous n'avons plus le temps pour de telles erreurs. Les inégalités sont extrêmes, la planète à bout de souffle. La pandémie de Covid 19 en est une parfaite et terrible illustration. Nous devons mettre en place urgemment une écologie sociale et populaire qui œuvre pour les biens communs, un nouveau rapport au vivant, une reprise en main démocratique par les citoyen.ne.s eux-mêmes... loin des technocrates et des capitalistes. Ils existent, ils ne sont pas abstraits, ils sont directement responsables de ce qui arrive. Il s'agit de les identifier comme adversaires, pas de les amadouer. **Il y a leur écologie, en face il y a la nôtre. C'est une lutte. Il s'agit de l'assumer en la nommant et en la menant. Dans les pas de Walter Benjamin, considérons que la Révolution est le frein d'urgence.** ●



<http://www.photothèque.org/>

## La Social-démocratie plurielle



Christian Mahieux

Écrire à propos de l'avenir de la social-démocratie ; quelle drôle d'idée quand on se réfère au syndicalisme révolutionnaire, au communisme libertaire. Il ne s'agit pas de retomber dans le débat, l'opposition, la polémique « réforme ou révolution ». Le syndicalisme révolutionnaire construit l'émancipation aussi à travers des réformes, le communisme libertaire risque fort de ne pas naître d'un Grand soir révolutionnaire. C'est l'alliance des combats collectifs d'hier et aujourd'hui, de conquêtes sociales et politiques dans le cadre du système actuel, d'expériences alternatives aussi, d'une part, et de la mise en œuvre d'une volonté de rupture avec le capitalisme, de perspectives en ce sens d'autre part, qui est révolutionnaire.

**Plus que « réforme ou révolution », le débat est peut-être « la révolution, comment ? ».** Ce qu'aujourd'hui

on appelle couramment la social-démocratie ne se prétend plus révolutionnaire depuis longtemps ; « *Celui qui n'accepte pas la rupture avec l'ordre établi, avec la société capitaliste, celui-là, je le dis, ne peut être adhérent au Parti socialiste.* » C'est en juin 1971 que Mitterrand racontait ça pour gagner son congrès. Il y a un demi-siècle et, déjà à cette époque, qui le croyait ?

**Mais, historiquement, la social-démocratie n'est pas seulement « le modèle scandinave ».** Il y a en son sein, un courant, que l'on peut qualifier de plus radical. Il est aussi percuté par l'absence de perspectives. La social-démocratie repose sur l'illusion de la démocratie formelle sous la forme républicaine, la croyance en un État neutre, au-dessus des classes, et donc retournable en faveur des intérêts des exploités-es. Il y a un double leurre : la promesse de diriger l'État capitaliste contre les intérêts capitalistes ; et la perspective d'une transformation progressive de la société, pacifique et légale, réformiste, par lois et décrets, du

capitalisme au socialisme. Il s'en suit une stratégie politique inscrite dans les institutions du capitalisme et respectueuse de celles-ci. C'est aussi ce qui conduit à réserver, non pas la politique mais le jeu politique à une minorité. Mais les exclus.es du jeu font aussi la politique : syndicats, mouvement sociaux, alternatifs, communalistes, féministes, antiracistes, Gilets jaunes, ZAD... Et ils se plantent lorsqu'ils réinventent ... la social-démocratie : c'est le moment du fameux « qui nous représentera le mieux lors des élections ? »

**Tout ça ne concerne pas que le Parti socialiste et ses semblables. Sur ce plan, en quoi la « gauche plurielle » est-elle différente ?** De Die Linke à Refondazione en passant par le Front de gauche, Syriza ou Podemos, combien de machines à désillusions sans cesse renouvelées ? Une dernière chose : tous ces courants de la social-démocratie historique, en référence à Karl Marx, ont (au moins) un point commun, c'est leur incapacité à supporter, et à comprendre, l'autonomie des mouvements sociaux. ●

## Une page d'histoire



Daniel Rome

La social-démocratie européenne s'est construite en 1889 dans le cadre de la 2<sup>ème</sup> internationale, appelée internationale socialiste. Elle a volé en éclat au moment de la 1<sup>ère</sup> guerre mondiale car une part non négligeable des partis socialistes a opté pour la guerre et « L'union sacrée ». Lénine a tiré les conséquences de la faillite de la social-démocratie. Avec le parti bolchévique il a créé la 3<sup>ème</sup> internationale. Dans chaque parti socialiste eurent lieu des congrès pour choisir ou non l'adhésion à l'I.C. Des lignes de fractures durables se sont opérées au sein des PS. Deux événements sont venus modifier le cours des choses : la crise économique de 1929 et les millions de chômeurs dans les pays industrialisés et la montée en puissance du fascisme en Allemagne et en Italie. L'I.C a accepté l'idée de Front Populaire (alliance des socialistes, des communistes des radicaux en France). Dans le même temps un économiste J.M Keynes a suggéré une autre politique économique qui a donné le « new deal » aux USA avec l'idée qu'il fallait rompre avec le libéralisme pur et dur considéré comme inopérant. Le rôle de l'État a été

réaffirmé. On mettait en œuvre une politique économique fondée sur le partage des gains de productivité sans remettre en cause le capitalisme.

Acte 1 : Après la 2<sup>ème</sup> guerre mondiale cette logique économique a dominé pendant 3 décennies. Dès cette époque la question coloniale suinte à travers le mouvement ouvrier, la social-démocratie choisit globalement l'accompagnement de l'impérialisme et d'un colonialisme « propre ». Cette position a aussi l'avantage de ne pas obliger à un combat frontal contre le racisme et le colonialisme. Les partis communistes auront adopté une attitude plus ambiguë, qui trouvera dans les années 60 quelques contradictions majeures, face à la fois à la montée du tiers-monde comme force politique et à l'émergence de forces politiques radicalement à gauche, antiracistes affirmées anticolonialistes, en France autour du PSU, du CEDETIM, des maoïstes et de l'extrême-gauche. Dès 1959 le parti social-démocrate allemand fait le choix d'une rupture avec le marxisme. C'est le premier acte d'un revirement. Beaucoup de partis sociaux-démocrates ont aussi rompu définitivement avec le marxisme. Sans compter les partis du tiers monde affiliés à l'internationale socialiste qui se sont enlisés dans la corruption.

Pendant plus de 30 ans, les partis sociaux-démocrates ont eu le vent en poupe notamment en Europe du Nord où ils arrivaient à concilier politique sociale et « laisser-faire » concernant les multinationales. Les cercles dirigeants sociaux-démocrates ont composé avec les classes dirigeantes. Mais c'était sans compter sur la lutte idéologique que me-

naient les néolibéraux très bien décrite par Foucault puis Laval et Dardot.

Acte 2 : Coup d'État au Chili et élection (1979-1980) de Thatcher et Reagan qui marque une première victoire du néolibéralisme. Les partis socialistes ont emboîté le pas en pensant plus ou moins ouvertement que les politiques keynésiennes devaient être abandonnées. Est apparu la notion de social-libéralisme incarnée par Clinton aux USA et T. Blair en GB, reprise quelques années plus tard par le PS français. De cette période (début des années 90) on a vu le déclin progressif de la social-démocratie à mettre en parallèle avec le déclin un peu antérieur des PC. Une partie de l'électorat a boudé les urnes, une partie a trouvé refuge dans le vote pour le FN et une autre partie pour les Verts.

Ceux qui ont commencé à gagner la bataille ont été les néolibéraux car ils avaient vite compris les points faibles de la « Gauche » et ont mené habilement une campagne idéologique qui a porté ses fruits.

Ni le PC ni le PS n'ont été capables de faire preuve d'audace politique et de renouvellement. Ils ont continué à penser le monde comme si on pouvait revenir à « l'avant » en mettant une dose de keynésianisme dans une logique néolibérale dominante (Jospin 1997-2002).

D'où un déclin inéluctable de la social-démocratie et une montée en puissance des forces d'extrême-droite.

Une page de l'Histoire est définitivement tournée. Il faut que nous en prenions conscience. ●

# De la social-démocratie à la gauche néolibérale



Pierre Dardot

**Que signifiait le terme de « social-démocratie » à l'origine ?** L'enjeu était de combattre pour étendre la démocratie politique à la sphère sociale en arrachant des concessions susceptibles d'améliorer la condition de la classe ouvrière. Dès la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, le premier des partis socialistes, le parti social-démocrate allemand, tendit à constituer un « contre-gouvernement » appuyé sur les syndicats à l'intérieur de l'Empire tout en attendant une révolution indéfiniment reportée. Mais lorsqu'elle éclata, la révolution eut ceci de singulier qu'elle fut une « révolution social-démocrate » écrasée par les sociaux-démocrates (Sébastien Haffner). Le rapport à l'État fut ici décisif : de « contre-gouvernement » prétendant représenter les intérêts des travailleurs, la social-démocratie au gouvernement devint le rempart de l'État contre les travailleurs. Que reste-t-il un siècle après de cet héritage contrasté chez les partis se désignant eux-mêmes comme « sociaux-démocrates » ?

**L'abandon de toute référence au marxisme dans les années 60-70 ne suffit pas à rendre compte du déclin irréversible de la social-démocratie comme force historique.** En fait, la trajectoire actuelle de la gauche socialiste ne s'éclaire qu'à partir du tournant néolibéral des années 1980. En France, la rigueur monétaire et budgétaire mis en place en 1983 sous l'impulsion de Delors consacra sa conversion politique au néolibéralisme. Dans les années 1990, les Clinton, Blair et Schröder incarnèrent une « gauche moderne » décomplexée qui avait abandonné toute ambition de redistribution sociale et de régulation des marchés. L'objectif était avant tout d'organiser le marché pour mieux favoriser la croissance, comme on le voit en relisant le Manifeste cosigné par Blair et Schröder en 1999 : « La troisième voie et le nouveau centre ». Ultime coup de grâce, la droite réactionnaire et nationaliste a réussi à imposer son propre terrain, celui de la guerre des valeurs, tant et si bien que la « nouvelle gauche » a délibérément joué la carte du « progressisme culturel » contre l'égalité sociale. Ce faisant elle a fini par perdre le peu d'autonomie politique qui lui restait.

**Une nouvelle fois, comme au début, c'est le rapport à l'État qui s'avère décisif.** Cependant, l'État s'était lui-même profondément transformé. Il n'était plus l'État parle-

mentaire de Weimar, ni l'État social de l'après-guerre, mais un État qui s'était de lui-même soumis au droit privé. En décidant de soustraire l'orientation de la politique économique au champ du délibérable, l'État néolibéral tend en effet à supprimer l'espace de compromis et de négociation dont avait vécu la social-démocratie durant des décennies. Pour préserver sa place de prétendante au gouvernement de l'État, cette dernière a fini par renoncer à ce qui fut sa raison d'être historique. C'est ce « sens de l'État », intériorisé par ses dirigeants au gré des épreuves du terrible XX<sup>e</sup> siècle, et non une adaptation passive aux forces du marché, qui a précipité sa mort. ●



<http://www.photothèque.org/>

**Dans une forme d'écho aux réflexions de Lucien Sève -et d'autres- Alain Badiou porte un regard « en biais » sur la social-démocratie, en posant entre socialisme et communisme une sorte de contrepoint que Cerises souhaite faire partager à ses lecteur.trice.s.**

# Le mot « socialisme » et sa relation au mot « communisme »



Alain Badiou

L'expérience historique prouve que la relation entre le mot « socialisme » et le mot « communisme » est d'une rare complexité. Elle se déplit depuis une quasi-identité jusqu'à une contradiction antagonique. Un examen historique permet en effet de repérer les étapes suivantes :

1. Dans la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, « communisme » et « socialisme » sont souvent interchangeables, bien que leur différence essentielle soit sans doute déjà immanente au conflit entre Marx et Proudhon.

2. Dans la deuxième moitié du même siècle et au début du XX<sup>e</sup>, les deux mots se combinent de façon singulière. Par exemple, bien que se réclamant théoriquement de Marx et du marxisme, donc du communisme, la « social-démocratie » allemande privilégie à l'évidence, comme son nom le prouve, le mot « socialisme », lequel s'accorde mieux à « démocratie » que son rival, et autorise donc une action largement marquée de nationalisme obtus et de crétinisme parlementaire. D'autres tendances, plus « dures », des socialismes européens, comme c'est le cas des bolcheviks russes ou plus tard des spartakistes allemands, se réclament plus nettement du communisme, sans que ce soit le nom de leurs partis.

3. La Révolution de 1917 change la donne, dès lors que, sous l'impulsion de Lénine, le mot « communisme » devient le compagnon privilégié du mot « Parti ». Les deux mots « communisme »

et « socialisme » semblent alors prendre des sens presque opposés, comme le montre, en 1920, le congrès de Tours du Parti socialiste français, où une scission, qui s'avérera irrémédiable, oppose une majorité, qui fonde le Parti communiste français, à une minorité, qui, comme le déclare Blum, conserve, avec ce qu'elle appelle la « vieille maison », le sigle « Parti socialiste ».

4. Le mot « socialisme » dérive ensuite jusqu'à s'intégrer à la logomachie fasciste. Il est tout de même remarquable que les ultra-fascistes allemands, derrière Hitler, appellent leur parti « national-socialiste », expression que concentre le mot « nazi », et que cependant un but fondamental soit pour eux l'élimination, partout, des communistes.

5. Cependant, « socialisme » – décidément un mot fourre-tout – est aussi conservé par le communisme officiel, celui de l'URSS et de la III<sup>e</sup> Internationale : le devenir communiste, conçu comme un long processus, traverse une phase dite « socialiste », où l'appareil de production n'est pas encore collectivisé, au sens d'une appartenance au peuple entier, mais déjà « socialisé », au sens où il est une propriété de l'État. Après la Deuxième Guerre mondiale, les États qui relèvent de cette vision, à savoir l'URSS, les pays de l'Est européen, ou la Chine, se présentent sous l'étiquette « État socialiste ». Il est vrai que « État communiste » serait un nom parfaitement contradictoire, vu que le processus communiste est censé être, dès son début, un processus de dépérissement de l'État. « Socialisme » sert ici à installer « communisme » dans un lointain histo-

rique brumeux, dont la seule actualité est l'État-parti, déclaré socialiste.

On voit donc que « socialisme » est un mot qui revêt les significations suivantes : un équivalent un peu plus général ou plus faible du mot « communisme » ; l'expression plus ou moins masquée d'une méfiance « de gauche » à l'égard du mot « communisme », jugé extrémiste ; le nom privilégié d'une « gauche » non communiste, voire anticommuniste ; le nom d'une – longue – étape du devenir communiste ; le nom des États qui sont dirigés par des partis explicitement communistes ; une détermination singulière de certains partis explicitement fascistes, et féroce anticommunistes. Ce mot a donc été utilisable positivement par d'authentiques communistes, par des « communistes » très tièdes, par la « gauche » non communiste, par la « gauche » anticommuniste, par des fascistes désireux de massacrer tous les communistes. Bref, c'est un mot dont aujourd'hui l'emploi demande à tout le moins de sérieuses précautions et de sages précautions.

Mon point-de-vue personnel, plus sévère encore, est celui de quelqu'un qui a pu voir, de ses yeux voir, la plasticité opportuniste des différents socialismes, et qui a même été personnellement un militant socialiste « de gauche » pendant plus de dix ans. Je le résume ainsi : ne plus jamais utiliser, sinon, parfois, comme une condamnation, voire une injure, le mot « socialisme ». **Et remettre en circulation, pour désigner une politique révolutionnaire, après l'avoir filtré et épuré de sa corruption étatique, le seul mot « communisme ».** ●

## L'insurrection de Martinique 1870 1871



**Catherine Destom-Bottin**

En Martinique, avant, et plus vivement encore pendant et après la grande gève du LKP<sup>1</sup>, associations, syndicats, mouvements, aux côtés d'universitaires font connaître l'insurrection de 1871. De Fort-de-France à Paris, elle est absente des manuels scolaires.

Septembre 1870, le gouverneur d'alors commentait la rébellion : « Des nègres ivres de rhum et de rage sèment la terreur dans les campagnes de Rivière-Pilote. Ils se reconnaissent entre eux à des lambeaux de tissu de couleur rouge, verte et noire ». Mépris, haine, peur du colonisateur et, en même temps, reconnaissance d'un mouvement d'ampleur. Les 3 couleurs qui affolèrent le gouverneur auront une histoire, devenant l'emblème des combats de la souveraineté.

Trop peu connu à Fort-de-France, ignoré à Paris cet épisode concomitant à la Commune est restitué par Gilbert Pago. Il s'efforce d'éclairer les relations sociales raciales coloniales qui marquent ce territoire, 22 ans après l'abolition de l'esclavage. C'est aux Éditions Syllepse.

À Rivière Pilote, sud Martinique, tout finit par commencer le 22 septembre 1870. Le maire proclame solennellement la République devant ses administrés. La

république proclamée à Paris le 4 septembre, n'est apprise en Martinique que le 19. Elle est accueillie à Rivière Pilote par les cris de « Vive la République ! À mort les blancs ! ».

La foule en colère, s'attaque à l'habitation<sup>1</sup> Codé du nom du propriétaire. On retrouve le corps mutilé le 24 septembre dans un champ de canne. Le gardien est tué, le bâtiment incendié. Ce n'est qu'un début, tout le sud-ouest de l'île s'embrase.

Quelle origine à ce mouvement ? Le 19 février 1870, le jeune Lubin, noir de 22 ans, à cheval, croise deux cavaliers blancs, Augier de Maintenon, aide-commissaire de la Marine, récemment arrivé de France et Pellet de Lautrec. Le chemin est étroit, la règle coloniale voudrait que Lubin s'écarte, il refuse, ne salue pas les cavaliers blancs, contraints de sortir du chemin. Indignation colère, ils jettent Lubin à bas, le cravache violemment pour, disent-ils, « lui apprendre à respecter les blancs ». Lubin porte plainte auprès du procureur. Affaire classée sans suite... Le jeune homme entend se venger, guette Augier de Maintenon sur le chemin de la messe, le 25 avril, le désarçonne, lui rend les coups de cravache qui le laisseront trois semaines sans chevaucher. Lubin est arrêté, emprisonné, jugé le 19 août 1870 en cour d'assises. Il est

<sup>1</sup> Les habitations désignent les exploitations agricoles, des colons d'autrefois, des békés d'aujourd'hui, sur lesquelles travaillaient les esclaves

condamné à 5 ans au bagne de Cayenne et 1500 francs de dommages-intérêts « pour coups et blessures avec préméditation et guet-apens ». Lubin tente la cassation, le pourvoi est rejeté.

Cette condamnation révolte toute l'île qui pointe notamment l'un des jurés responsables de la condamnation, Cléo Codé monarchiste arborant un drapeau blanc sur son habitation, symbole pour la population noire, de retour à l'esclavage.

Ce 22 septembre et les cinq jours suivant, les insurgés organisent un camp de plusieurs centaines de personnes au morne Honoré. Parmi les « meneurs » le mulâtre et petit propriétaire Eugène Lacaille, le boucher noir Edgar. Il y a aussi une jeune couturière enceinte Luminale Sophie que l'on appelle « Surprise » et que Gilbert Pago décrit comme une figure de proue de l'insurrection. On dit qu'elle se serait distinguée s'écriant : « il ne faut rien épargner, le bon Dieu aurait une case sur la terre que je la brûlerais parce qu'il doit être un vieux béké ». L'insurrection gagne Fort-de-France, l'état de siège est déclaré dans 15 communes, les troupes composées de soldats de l'infanterie marine dûment armés, de gendarmes et de volontaires parviennent à inverser le rapport de force. La chasse à l'homme fait alors 500 prisonniers essentiellement ouvriers agricoles et journaliers, 114 femmes. 35 habitations sont incendiées, elles sont propriétés de békés impliqués

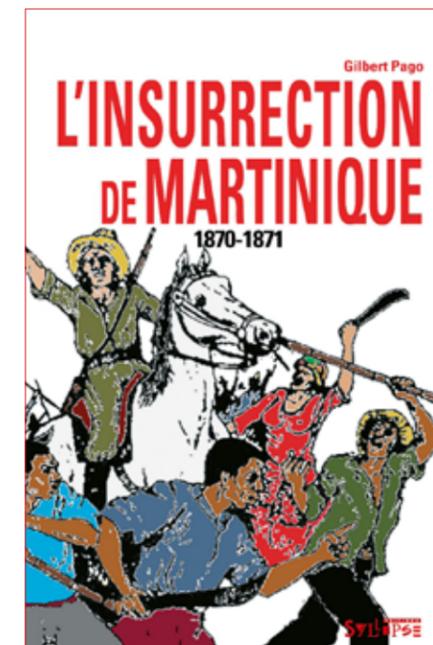
dans le procès ou bien, tel Cobé, qui manifestent publiquement leur volonté de retour à l'esclavage. Avec son millier d'insurgés, l'insurrection du Sud a été la plus importante depuis l'abolition de 1848. Les chapitres de Gilbert Pago consacré aux divers procès qui ont eu lieu dans l'année 1871 font émerger les figures des insurgés, paysans. Ils sont jeunes, majoritairement masculins, mais la présence et l'action féminines sont remarquables. Ces chapitres dessinent cette justice de classe et de caste pointant, par exemple, l'impudence des avocats des insurgés refusant de plaider pour « cette foule lâche... réfractaire à toute civilisation ». Gilbert Pago campe les figures de l'élite coloniale blanche patriarcale et raciste, épargnant quelque peu les femmes rebelles réputées incapables d'implication politique et qu'on espérait manipulables. Il y a aussi les

**Avec son millier d'insurgés, l'insurrection du Sud a été la plus importante depuis l'abolition de 1848**

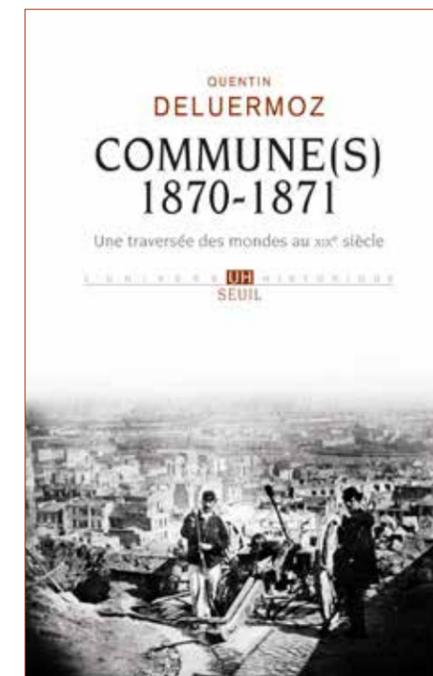
pages consacrées à la fracture culturelle. Elles montrent qu'au cœur des rapports sociaux il y a la langue créole construite par les vagues successives d'esclaves déportés sur l'île. Elle est la seule langue parlée par les noirs qui ne sont pas à même d'intervenir en français durant le procès.

Alors, pour proximité de date, une Commune en terre coloniale ? La précision du travail de Gilbert Pago montre que l'insurrection de Martinique n'est pas directement liée à la Commune. Mais son travail permet de constater que bien qu'antérieure de six mois à l'insurrection parisienne, la levée martiniquaise est porteuse, comme le mouvement parisien, d'une réelle dynamique républicaine et révolutionnaire. On y voit par exemple le « quimboiseur », le guérisseur Eugène Lacaille porter les mots d'ordre de partage des terres appartenant aux békés, de revalorisation des salaires dans les plantations. Ces revendications rassemblent, unissent les ouvriers agricoles, les petits planteurs qui seront le gros des forces actives de l'insurrection.

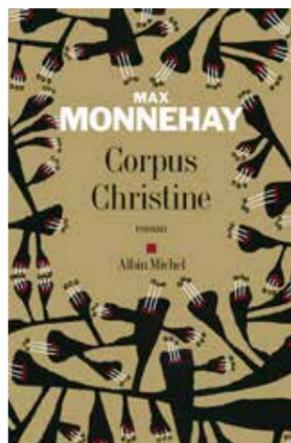
De chapitre en chapitre Gilbert Pago fait découvrir l'insurrection d'anciens esclaves et de colonisés se battant pour arracher de l'égalité sociale, pour briser l'ordre racial social et politique qui sitôt l'abolition de l'esclavage avait entrepris de préserver les dominations. Les républiques suivantes, toutes universalistes qu'elles se proclament, n'ont toujours pas répondu à cette aspiration. ●



L'insurrection de Martinique (1870-1871), Gilbert Pago, Paris, Éditions Syllepse, 2011, 154 p.



Quentin Deluermoz, Commune(s) 1870-1871. Une traversée des mondes au XIX<sup>e</sup> siècle, L'univers historique, Paris, Éditions du Seuil, 2020, 431p.



## Corpus christine

Le quotidien est pavé d'enfer autant que de bonnes intentions. On ne manque pas d'exemples de ces vies de couples dont les jours passent tels une partie d'échecs, pion, dame, sans échec et mat. La lente usure et l'impossibilité d'autre temps, les envies qui s'effilochent et une douce horreur qui se mêle aux espoirs germés du petit matin. Blême, incertain, de langueurs infernales...

Max Monnehay livre dans ce roman, les clés d'un rêve éveillé, sur fond d'obésité au quotidien, de « je t'aime non plus » et de fantasmes exclusifs.

Dans ce huis-clos, les amours et les haines se renvoient la balle comme la nuit succède au jour. Le narrateur parle de sa femme. La seule, unique. De ce temps avant sa mort, sa vie ? Des petits gestes qui n'ont plus de sens mais les sens n'ont pas encore éteint toute velléité.

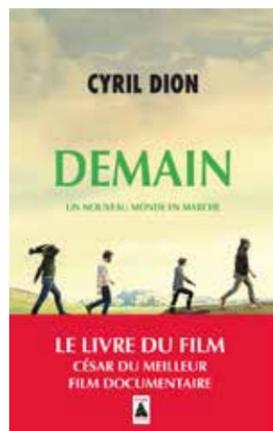
Ses partenaires, jeunes joueurs d'échecs, Wladimir, de la mafia russe, le voisin, autant d'ombres qui l'espace de quelques pages semblent marquer l'accompagnement des « cent vingt kilos » de ma femme, dit-il. Dont le rire éclaboussait la planète, dit-il aussi. Dont la boulimie inquiétait autant qu'elle comblait ces instants vides comme le télétravail d'un chômeur de longue durée...

La fin de la force ou les derniers sacrements. Il faut m'aider, dit-elle.

Corpus christine. Amen !

● **PATRICK VASSALLO**

Corpus christine, Max Monnehay, éditions Albin Michel, 2006, 157 pages, 15,20 €



## Demain

L'histoire part de ce titre du Monde : La fin de la planète en 2100. L'article évoque une étude réalisée par 22 scientifiques du monde entier. Cyril Dion se pose alors la question : « et si montrer des solutions était la meilleure façon de répondre aux crises écologiques, économiques et sociales ? » Et s'en suit un tour du monde des expérimentations ; des fermes urbaines de Détroit et Todmorden aux États unis, à Kuttambakkan en Inde en passant par l'Angleterre, la Suisse, la Finlande...

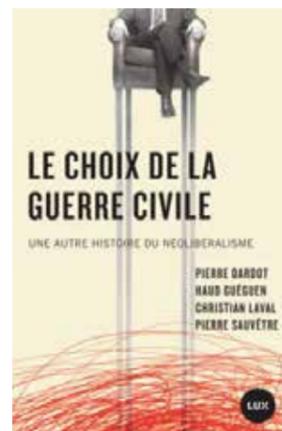
Les initiatives évoquées sont très diverses, des fermes urbaines installées par appropriation citoyenne de friches industrielles à la création de monnaies locales d'échange non spéculatives en passant par des expériences d'économie circulaires, de solidarité, de villes en transition de relocalisations etc.

Diversité certes mais beaucoup de commun : rejeter le capitalisme, affirmer le principe d'auto-organisation, privilégier les qualités d'empathie, de coopération plutôt que de compétition, ne pas attendre les institutions pour agir, si besoin, désobéissance civile, respecter les lois de la nature.

En conclusion du voyage : « Aujourd'hui nous avons besoin de créativité, de solidarité, d'intelligence ». Il y a de l'intelligence à puiser dans toutes ces expérimentations, qui montrent du « déjà là » qui peut nous aider à aller plus loin.

● **ALAIN LACOMBE**

Demain, Cyril Dion, Éditions Actes sud, Mai 2020, 416 pages, 9,50 €



## Le choix de la guerre civile

« Le néolibéralisme procède dès ses origines d'un choix proprement fondateur, le choix de la guerre civile. Et ce choix continue aujourd'hui... de commander ses orientations et ses politiques ». Ainsi commence ce livre qui a été écrit dans le cadre du GENA1. P. Dardot et C. Laval analysent depuis 10 ans avec beaucoup de rigueur scientifique le néolibéralisme. Les ouvrages publiés depuis 2009 nous aident à mieux cerner ce qu'est le néolibéralisme depuis un siècle. Pour être bref, le néolibéralisme exècre la démocratie et la souveraineté populaire. Le seul cadre acceptable pour lui est : les règles du marché. Il importe donc de créer les conditions politiques et institutionnelles pour y parvenir comme les politiques européennes, et gare à celles et ceux qui essaient de s'y opposer ! Depuis plusieurs années nous assistons à une montée en puissance des violences policières et à l'opposition sournoise à toutes les revendications. Mais c'est sans compter sur la détermination des peuples qui un peu partout dans le monde essaie d'enrayer ces politiques funestes pour la planète et le genre humain. Un livre à lire absolument !

● **DANIEL ROME**

Le choix de la guerre civile, Laval, Dardot, Guéguen, Sauvêtre 328 pages, 8 avril 2021, 20 euros

1. <https://sophiapol.parisnanterre.fr/seminaire-2019-2020-du-gena-945443.kjsp>

La nouvelle raison du Monde-Communs-Ce cauchemar- qui n'en finit pas



## Le genre au travail

Au moment où, selon des sources syndicales, le télétravail provoque de nouvelles inégalités en défaveur des femmes au travail, cet ouvrage nous amène un dialogue entre recherches féministes et mouvements revendicatifs, chercheur.se.s et militantes croisant leur expérience. Du recul, sociologique, et du concret. Sous-titré 'recherches féministes et luttes de femmes' (beau résumé !), le livre porte aussi sur le travail du genre.

Les 5 auteures coordonnent une série d'enquêtes, d'entretiens, qui indiquent une large palette de ces mobilisations durant les dernières décennies. Leurs limites aussi.

La « vocation infirmière », la « dextérité électronique », restent-elles des clichés vivaces ? Comment la formation professionnelle peut-elle conforter inégalités ou discriminations ? A qui profite-t-elle ? Comment primes et critères d'avancement alimentent-ils les inégalités ? De multiples exemples montrent qu'il reste du chemin avant qu'à travail de valeur égale, le salaire soit égal.

Les logiques néolibérales, individuelles alimentent une perversion tendancielle à diluer l'égalité F/H dans la RSE ou la « qualité de vie au travail ».

Une dernière partie dissèque les effets du numérique. Un solide complément à un précédent dossier de *Cerises*.

● **PATRICK VASSALLO**

Le genre au travail, direction Nathalie Lapeyre, Jacqueline Laufer, Séverine Lemièrre, Sophie Pochic, Rachel Silvera, éditions Syllepse, 2021, 341 pages, 20€

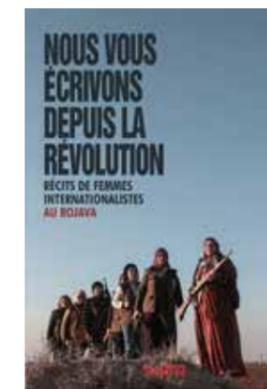


## On fabrique, on vend, on se paie. Lip 1973

Des livres, des articles, des réunions sur les Lip, ça va faire 50 ans qu'il y en a ! Certes, mais celui-ci pourrait convenir à deux publics : celles et ceux qui savent déjà tout du sujet comme celles et ceux qui ne savent rien d'une lutte qui date de presque un demi-siècle. Ce petit recueil (80 pages en petit format) est le témoignage de Charles Piaget, qui a aujourd'hui 92 ans. Il raconte comment la section syndicale CFDT locale a « osé » des choses, comment les innovations n'étaient pas hors sol car venant des travailleuses et des travailleurs de l'usine, comment les assemblées générales n'étaient pas des meetings mais permettaient bien à chacune et chacun de s'exprimer. Les Lip ont décidé collectivement de faire « ce qu'on n'a pas le droit » : ils et elles se sont saisis des stocks de montres, ont remis l'usine en route pour en fabriquer d'autres, pour les vendre, et pour se verser un salaire. Ce qui s'est fait il y a 50 ans avec des montres est sans doute possible aujourd'hui avec bien d'autres choses ? Oui, mais : « Trop de délégués syndicaux pensent qu'ils ne peuvent défendre les salariés qu'à l'aide des lois. À Lip, à la CFDT, nous nous étions fixé la règle des 90/10 : 90 % de notre temps avec les salariés pour créer une force et 10 % pour étudier les dossiers, rencontrer la direction, etc. »

● **CHRISTIAN MAHIEUX**

On fabrique, on vend, on se paie. Lip 1973, Charles Piaget, Éditions Syllepse, Mai 2021, 5 euros



## Nous vous écrivons depuis la révolution

Tel est le titre de cet ouvrage écrit à 24 mains. Témoignages, poèmes, dessins, interviews, chansons, journaux intimes, contes : les entrées sont multiples. Expériences, rencontres, émotions ouvrent vers une découverte de cette région du monde où la révolution se construit, est attaquée, défendue, hésite, tente, réfléchit, ose, vit. « Ce livre est parti d'un désir et d'une nécessité : partager les expériences, les rencontres et les émotions qui nous ont traversées au cœur de la révolution du Rojava. Un désir, parce qu'autant de beauté, d'énergie et d'espoir doivent être diffusés le plus largement possible et doivent pouvoir imprégner chacune de nos vies, chaque lutte à travers le monde. Une nécessité parce qu'il est de notre responsabilité de ne pas faire de ce temps au Rojava une expérience personnelle, mais de faire connaître le projet et la réalité révolutionnaire de celles qui nous ont tant appris. » « Cette révolution ne se limite pas à demander l'égalité de genre ou une amélioration des droits des femmes, mais pose une question fondamentale : comment serait le monde d'aujourd'hui si les femmes n'avaient pas été opprimées ? Elles se proposent donc de reconstruire ce monde à partir de leurs savoirs, leurs sentiments et leur histoire. »

● **CHRISTIAN MAHIEUX**

Nous vous écrivons depuis la révolution. Récits de femmes internationalistes au Rojava, Collectif, Éditions Syllepse, mars 2021

# Baudelaire, poète maudit

« Albatros à chaîne et à guêtres, cigale qui claque du bec... Poètes vos papiers ! » chantait Léo Ferré dans les années 70. Baudelaire a été mis en musique par Gabriel Fauré, Henri Dutilleul mais aussi Ferré, Gainsbourg et Reggiani. Baudelaire poète maudit et traîné devant les tribunaux par le Figaro ! pour avoir publié les fleurs du mal. Il sera condamné en 1857 pour outrage à la morale publique. Déjà, à l'époque, les thuriféraires de l'ordre moral sévissaient !

Il y a 200 ans naissait un des plus grands poètes du XIX<sup>ème</sup> siècle Charles Baudelaire qui n'aura vécu que 46 ans. Toute une jeunesse pour produire une œuvre poétique magistrale : Les fleurs du mal.

Il subit à l'âge de 6 ans un drame intérieur : la perte de son père et le remariage de sa mère avec un général qu'il honnissait.

Brillant élève il est cependant régulièrement exclu des établissements scolaires pour indiscipline. Pour le mettre « au pas » et le soustraire à sa « dérive » sa mère sur injonction de son mari le fait embarquer pendant 7 mois sur un bateau vers l'île Maurice. Ne sera-t-il pas le bateau ivre ? A son retour en France il contracte la syphilis et ne sortira jamais de sa mélancolie. Il fera une tentative de suicide à 25 ans et connaîtra des amours déçues avec Jeanne Duval, Marie d'Aubrun et Apollonie Sabatier qui seront ses muses. Il mènera une vie de dandy, amoureux de la beauté de l'art. Il prend beaucoup de drogues (absinthe, opium, haschich) pour combattre la mélancolie et les douleurs mais aussi pour puiser sa créativité d'où le poème sur les paradis artificiels : « D'ailleurs cet état charmant et singulier, où toutes les forces s'équilibrent, où l'imagination, quoique merveilleusement puissante, n'entraîne pas à sa suite le sens moral dans de périlleuses aventures, où une sensibilité exquise n'est plus torturée par des nerfs malades... » « Parmi les drogues les plus propres à créer ce que je nomme l'Idéal artificiel, laissant de côté les liqueurs, qui poussent vite à la fureur matérielle et terrassent la force spirituelle, et les parfums dont l'usage excessif, tout en rendant l'imagination de l'homme plus subtile, épuise graduellement ses forces physiques... ». Baudelaire sera le précurseur du mouvement symboliste et un modèle pour ses contemporains.

Il participe aux journées révolutionnaires de février 1848 et voue une haine féroce à l'égard de Napoléon III. Très influencé par E. Allan Poe il en sera le traducteur. Son recueil « les fleurs du mal » est structuré en 6 sections (spleen et idéal, tableaux parisiens, le vin, fleurs du mal, Révolte et la mort). Il raconte sa descente aux enfers, son déchirement existentiel la solitude de l'homme dans la ville. Son recueil choque la bourgeoisie bien-pensante et ce n'est qu'en 1949 que la cour de cassation réhabilite Baudelaire. Pour conclure un extrait d'un poème « Hymne à la beauté » :

« Viens-tu du ciel profond ou sors-tu de l'abîme  
Ô beauté ! ton regard infernal et divin  
Verse confusément le bienfait et le crime  
Et l'on peut pour cela te comparer au vin. »

Daniel Rome



Le noyau de la nouvelle équipe est constitué de Benoit Borrits, Bruno Della Sudda, Catherine Destom-Bottin, Laurent Eyraud-Chaume, Bénédicte Goussault, Alain Lacombe, Sylvie Larue, Laurent Lévy, Christian Mahieux, Henri Mermé, André Pacco, Makan Rafatjou, Daniel Rome, Pierre Zarka, Patrick Vassallo, militant-e-s de l'émancipation cheminant au sein de l'ACU, l'Union communiste libertaire, d'Attac, de l'Association Autogestion, du réseau AAAEF, d'Ensemble, de FI, du NPA, de l'OMOS, de Solidaires ...

Comme dit dans le Manifeste, nous voulons élargir l'équipe et fédérer d'autres partenaires. Pour donner votre avis écrire à [cerises@plateformecitoyenne.net](mailto:cerises@plateformecitoyenne.net)

Abonnement gratuit en ligne  
<http://plateformecitoyenne.net/cerises>  
<https://ceriseslacooperative.info/>